



DECLARATION INTERIMAIRE

**MISSION D'OBSERVATION ELECTORALE DU FORUM PARLEMENTAIRE DE LA
SADC
AU SECOND TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE ET DES LEGISLATIVES DU 20
DECEMBRE 2013 A MADAGASCAR**

**DELIVREE PAR
L'HONORABLE AGNESS LIMBO, CHEF DE MISSION ADJOINTE ET MEMBRE DU PARLEMENT DE
LA REPUBLIQUE DE NAMIBIE**

LUNDI 23 DECEMBRE 2013 A L'HOTEL COLBERT, ANTANANARIVO, MADAGASCAR

SALUTATIONS

- Les Commissaires de la Commission Indépendante Electorale Nationale de Transition (CENI-T);
- Le Secrétaire général du Forum Parlementaire de la SADC, Dr Esaü Chiviya;
- Les Membres de la Mission du FP-SADC;
- Mesdames et Messieurs les Membres de différentes Missions d'Observation Electorales;
- Les Membres du Corps Diplomatique;
- Les Représentants des Organisations de la Société Civile;
- Les Représentants des Médias;
- Distingués invités;
- Mesdames et Messieurs.

Je vous souhaite la bienvenue à cette conférence de presse pour présenter la Déclaration intérimaire de la Mission d'observation électorale du Forum parlementaire de la SADC au second tour de l'élection présidentielle et des législatives du 20 décembre 2013, en ma qualité de Chef de Mission Adjointe. Le Chef de Mission, l'honorable Président Abdool Razack Mohamed Peeroo, Président de l'Assemblée nationale de l'île Maurice a dû quitter Madagascar pour l'île Maurice hier, en raison d'une affaire urgente.

1. INTRODUCTION

Le Forum parlementaire de la SADC, a constitué une Mission d'observation électorale pour observer les élections du 20 décembre 2013 à Madagascar suite à l'invitation de la CENI-T. La Mission de 30 membres était à Madagascar du 11 au 24 décembre 2013, et elle comprenait des parlementaires hommes et femmes, des partis au pouvoir comme ceux de l'opposition de l'Angola, de la République démocratique du Congo, du Malawi, de l'île Maurice, de la Namibie, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe. Le Secrétariat du FP-SADC et le personnel des parlements de la SADC ont aussi fait partie de la Mission.

La Mission d'observation électorale du FP-SADC au second tour de l'élection présidentielle et des législatives du 20 décembre 2013, est la deuxième en son genre à Madagascar et la 33^{ème} Mission d'observation électorale du FP-SADC depuis 1999, année inaugurale des Missions d'observation des élections du FP-SADC dans les pays membres de la SADC.

La Présente Déclaration Intérimaire a pour objet de partager les observations, les constatations et les recommandations de la Mission avec les parties prenantes, y compris avec la CENI-T, le Gouvernement et le peuple de Madagascar ainsi que les autres États membres de la SADC. Ces recommandations visent aussi à renforcer la démocratie à travers l'amélioration de la crédibilité, du professionnalisme et de l'intégrité des processus électoraux à Madagascar et dans l'ensemble de la région de la SADC. Un Rapport final et plus détaillé sera établi et publié dans les 90 jours à compter de la date de la présente Déclaration intérimaire.

2. TERMES DE REFERENCE

Par ce travail d'observation électorale, la Mission du FP-SADC a été guidée par les Termes de Reference ci-dessous qui sont fondés sur les Normes du Forum pour les élections dans la Région de la SADC et sur les Principes directifs régissant les élections démocratiques de la SADC:

1. Le Cadre constitutionnel et juridique dans lequel les élections de 2013 ont eu lieu à Madagascar;
2. Le contexte historique, socio-économique et politique ainsi que l'environnement dans lequel les élections ont eu lieu;
3. La mesure dans laquelle les élections se sont déroulées conformément aux dispositions du Cadre constitutionnel et juridique de Madagascar et en relation avec les Normes et Standards pour les élections dans la région de la SADC, les principes et lignes directrices de la SADC régissant les élections démocratiques ainsi que d'autres instruments internationaux connexes;
4. Les tendances de la parité de genre et le taux de participation par rapport aux élections précédentes;
5. Les modalités d'organisation du processus électoral en examinant ce qui suit:
 - a) L'indépendance, l'impartialité et la responsabilité des institutions électorales, y compris la confiance des parties prenantes envers les autorités électorales;
 - b) Le secret du vote, la transparence et la légitimité du processus électoral;
 - c) L'inscription des électeurs et l'état des listes d'électeurs, en accordant une attention particulière sur l'inclusivité et la disponibilité des listes d'électeurs aux parties prenantes;
 - d) Le déroulement de la campagne et la conduite des partis politiques;
 - e) La publication du calendrier électoral, la préparation et la distribution du matériel de vote;
 - f) L'éducation civique et électorale, y compris la qualité de l'éducation, le rôle de la CENI-T, des partis politiques et des organisations de la société civile;
 - g) Le rôle des forces de sécurité;
 - h) L'intégration des questions de parité dans les activités politiques, les projets de société, les systèmes électoraux, les pratiques et les processus, y compris dans la gestion et l'administration des élections;
 - i) Le rôle des médias par rapport à la couverture médiatique juste et équilibrée et à la couverture des activités électorales;
 - j) La question des bureaux de vote en rapport avec l'adéquation, l'emplacement et l'accès des électeurs à l'information sur les bureaux de vote;
 - k) Les dispositions aux bureaux de vote en rapport avec leur ouverture, la disponibilité du matériel de vote, le secret du vote, et les arrangements administratifs connexes;
 - l) Le comptage, la réconciliation, la vérification, la tabulation et l'annonce des résultats ainsi que la légitimité des résultats du point de vue des parties prenantes;

- m) Les mécanismes de résolution des conflits en place par rapport aux relations de travail entre la CENI-T, le gouvernement, les partis politiques et les autres parties prenantes;
- n) Les plaintes et les procédures d'appel, et

6. L'évaluation globale du processus électoral, l'élaboration de bonnes pratiques, des conclusions et des recommandations sur les élections en conformité avec les principes de l'observation des élections.

3. PLAN DU DEPLOYMENT

La Mission du FP-SADC a observé les élections dans sept régions du pays, à savoir Anamalanga, Atsinanana, Boeny, Itasy, Menabe, Sofia et Vakinankaratra. Les équipes du FP-SADC étaient sur le terrain du 15 au 21 décembre 2013.

4. METHODOLOGIE DE L' OBSERVATION

Les équipes de la Mission du FP-SADC ont utilisé une variété de méthodes de collecte d'information, qui comprenait l'examen du Cadre constitutionnel et juridique régissant les élections à Madagascar, des consultations avec les parties prenantes clés aux élections tels que la CENI-T, les candidats, les Organisations de la Société Civile, les médias, le monde universitaire et l'électorat en général. La Mission du FP-SADC a également observé les meetings politiques, les campagnes de porte-à-porte effectuées par les partis politiques, les candidats et les médias.

En outre, la Mission du FP-SADC a interagi avec d'autres missions d'observation des élections, y compris la Mission d'observation électorale de la SADC, la Mission d'observation électorale de l'Union africaine, la Mission d'observation électorale du Forum des Commissions Electorales de la SADC et la Mission d'observation électorale du Conseil des ONG de la SADC, en vue d'échanger des informations et des observations.

Les méthodes ci-dessus ont permis à la Mission du FP-SADC de recueillir des informations complètes et d'évaluer de façon critique la manière dont les élections de 2013 à Madagascar se sont déroulées.

Au cours de leur déploiement dans les régions du pays du 15 au 21 décembre 2013, les équipes de la Mission du FP-SADC ont visité un total de 19 districts ainsi que 153 bureaux de vote avant le scrutin et le jour du scrutin.

5. PRINCIPES DIRECTEURS DE LA MISSION DU FP-SADC

Dans l'exécution de son travail d'observation, la Mission a été guidée par les principes suivants: l'impartialité, la neutralité, l'intégralité, la transparence, l'inclusivité et l'objectivité.

6. DECOUVERTES DE LA MISSION

6.1 Contexte Politique

La Mission du FP-SADC a pris note des diverses difficultés politiques et transitoires qui ont caractérisé la politique malgache depuis 1960, année de son accession à l'indépendance et l'impact négatif que ces défis ont eu sur le développement socio-économique du pays.

Plus récemment, le FP-SADC a suivi avec intérêt les développements politiques à Madagascar depuis février 2009, quand il y avait un changement de gouvernement en dehors des dispositions de la Constitution de Madagascar et la crise politique qui s'en est suivie, affectant négativement l'économie du pays et le bien-être de ses habitants.

Dans cette veine, la Mission du FP-SADC a par conséquent salué les efforts déployés par la SADC, l'UA et la Communauté internationale en vue d'aider Madagascar à revenir à la normalité politique en vertu de la Feuille de route négociée par la SADC le 16 septembre 2011.

Compte tenu de ce qui précède, la Mission du FP-SADC présente ses vives et sincères félicitations à Son Excellence, M. Joaquim Chissano, pour le rôle important qu'il a joué dans la facilitation du dialogue entre les peuples de Madagascar. Ceci a débouché sur les élections de 2013 et représente une autre grande réalisation par la SADC servant d'exemple éloquent de l'efficacité des solutions africaines aux problèmes africains.

En conséquence, la Mission du FP-SADC en appelle au peuple de Madagascar à continuer dans le même esprit de tolérance et de réconciliation afin de s'assurer que le pays retourne à la normalité politique et de réorienter l'effort national en faveur du développement socio-économique pour l'amélioration des moyens de subsistance des citoyens de ce grand pays.

6.2 Cadre Constitutionnel et Juridique

La Mission du FP-SADC a pris note du Cadre constitutionnel et juridique régissant les élections dans la République de Madagascar, en particulier les instruments juridiques suivants:

- i. La Constitution de la République de Madagascar (2010)
- ii. La Loi n. 2012-004 sur la composition, les fonctions, la structure et le rôle de la Commission Electorale Nationale Indépendante pour la Transition (CENI-T) ;
- iii. La Loi n. 2012-005 sur le Code Electoral;
- iv. La Loi n. 2012-012 sur la création de la Cour Electorale Spéciale;
- v. La Loi n. 2012-015 relative à l'élection du Premier Président de la IV^{ème} République, et
- vi. La Loi n. 2012-015 relative à l'élection des premiers représentants législatifs de l'IV^{ème} République.

En particulier, le Titre II de la Constitution de Madagascar de 2010 (Articles 7-15) garantit les libertés fondamentales pour le peuple de Madagascar, y compris le droit à la vie, les libertés

individuelles, l'interdiction des arrestations et des détentions arbitraires, la liberté d'expression, la liberté de réunion et d'association, la liberté de circulation, la liberté de conscience et de religion, ainsi que la liberté de former des partis politiques et de participer aux élections.

La Mission du FP-SADC a estimé que les droits et libertés décrits ci-dessus ont été généralement respectés et exercés sans entrave avant, pendant et après les élections de 2013 à Madagascar.

La Constitution de Madagascar prévoit également le suffrage direct, égal et universel comme la base du système électoral du pays ainsi que du cadre pour la création, la composition et les pouvoirs des trois branches de l'Etat, à savoir l'exécutif, le législatif et le judiciaire.

Le Cadre juridique ci-dessus fournit également des détails plus éminés concernant le déroulement des élections à Madagascar, y compris les procédures et les règlements pour l'inscription des électeurs, l'âge de voter, l'éducation des électeurs, l'élection du premier président et des législateurs de la IV^{ème} République, la compilation, la vérification et la proclamation des résultats des élections ainsi que la composition, les attributions, les pouvoirs et les responsabilités de l'Organe transitoire pour la gestion des élections dans le pays; la CENI T.

La Mission du FP-SADC se félicite du fait que le Cadre juridique régissant les élections à Madagascar, est dans son ensemble favorable à l'élection des représentants politiques de manière transparente afin d'assurer une transition en douceur vers la normalité constitutionnelle et politique du pays.

6.3 CENI-T ET LA GESTION DES ELECTIONS

La Mission du FP-SADC a pris note du Cadre juridique relatif à la création, à l'organisation, aux fonctions et aux responsabilités de la Commission Electorale Nationale Indépendante pour la Transition comme la seule autorité de transition en charge de la gestion des élections à tous les niveaux à Madagascar. En particulier, la Mission du FP-SADC a salué les dispositions de la loi relatives à la composition de la CENI-T par des citoyens politiquement impartiaux et compétents qui sont d'une grande intégrité et d'une haute moralité et qui sont sélectionnés à partir des diverses parties prenantes du pays.

Dans l'ensemble, la Mission du FP-SADC est convaincue que le Cadre juridique dans lequel la CENI-T existe et fonctionne, est dans son ensemble favorable à l'indépendance et au fonctionnement autonome de la Commission en conformité avec les Normes et Standards pour les élections dans la région de la SADC et les Principes Directeurs de la SADC pour des élections démocratiques.

En outre, la Mission du FP-SADC se félicite de la structure décentralisée de la CENI -T du niveau national au niveau régional et du district à la commune. Cette structure a permis à la

Commission de s'acquitter efficacement de son mandat et d'échanger avec les parties prenantes à tous les niveaux.

La Mission du FP-SADC s'est félicitée de l'appui financier étendu à la CENI-T par les pays de la SADC et d'autres membres de la Communauté internationale, pour l'organisation et la gestion des élections de 2013 à Madagascar.

La Mission du FP-SADC félicite chaleureusement l'expression de la confiance en la CENI-T de la part des différentes parties prenantes en termes d'indépendance, d'impartialité, d'ouverture, de transparence et de la capacité d'organiser et de tenir des élections crédibles.

Concernant la préparation de la CENI-T du second tour de l'élection présidentielle et des législatives, la Mission a constaté que la CENI-T a été manifestement préparée comme en témoigne l'impression des bulletins de vote et l'achat de matériel électoral dans le temps imparti. La CENI-T a également entrepris des programmes d'éducation des électeurs, et a distribué en temps opportun le matériel sensible et non sensible aux 22 régions de Madagascar, et cela en conformité avec le calendrier électoral.

La CENI-T a également organisé et animé de manière transparente les débats politiques entre les candidats à la présidentielle; ceci a contribué à accroître non seulement la connaissance qu'avait le public pour les candidats, mais aussi la connaissance des politiques de chacun des candidats qui ont participé au second tour de l'élection présidentielle de 2013 à Madagascar.

Sur la base de nos observations, il était évident que la CENI-T a formé le personnel électoral dans le temps et qu'elle consultait et communiquait tout au long du processus avec les parties prenantes aux élections, y compris la société civile, les partis politiques, les candidats ainsi que les médias. Les équipes d'observation de la Mission du FP-SADC, ont toutefois rencontré des cas où certains membres du public se sont plaints de ne pas avoir reçu de formation adéquate des électeurs.

Dans l'ensemble, la Mission du FP-SADC se félicite du professionnalisme et de l'efficacité dont a fait montre la CENI-T dans la préparation et la gestion du second tour de l'élection présidentielle et des élections législatives en conformité avec les lois électorales du pays.

6.4 Rôle des Forces de Sécurité

La Mission a salué le rôle impartial joué par les forces de sécurité de Madagascar dans la sécurisation du processus électoral avant, pendant et après le jour de l'élection. Malgré l'absence de forces de sécurité dans la plupart des bureaux de vote; le processus électoral s'est déroulé dans un environnement calme et paisible.

6.5 Inscription des Electeurs

La Mission du FP-SADC a noté que la CENI-T a pleinement la responsabilité de faire l'inscription des électeurs sur une base annuelle entre le 1^{er} décembre et le 31 janvier de chaque année et qu'il n'y a pas d'obligation légale spécifique pour une inscription spéciale des électeurs avant une élection. En ce qui concerne les élections de 2013 à Madagascar, la Mission du FP-SADC a été informée que l'inscription des électeurs s'est produite du 9 juillet 2012 au 9 octobre 2013, inscrivant environ 7.832.305 électeurs au premier tour de l'élection présidentielle.

D'après la CENI-T, la Commission a procédé à un exercice intensif d'enregistrement des électeurs de porte-à-porte et a délivré des cartes d'électeurs aux électeurs potentiels, afin d'inscrire le plus grand nombre possible de citoyens sur les listes. La CENI-T a également effectué la mise à jour des listes électorales en y incluant 143.304 citoyens qui avaient été omis de la liste des électeurs dans la perspective du premier tour de l'élection présidentielle du 25 octobre 2013. Toutefois, selon nos constatations dans certaines régions, l'exercice ci-dessus n'a pas produit les résultats escomptés parce que de nombreuses personnes n'ont pas reçu leur carte de vote et auraient été privées de leurs droits.

Néanmoins, la Mission du FP-SADC se félicite des efforts de la CENI-T de s'assurer qu'un plus grand nombre de citoyens bénéficient de la possibilité de s'inscrire sur les listes électorales. La Mission du FP-SADC recommande de ce fait, l'inclusion dans la loi, de l'inscription continue des électeurs et de la mise à jour des listes d'électeurs afin de les améliorer au maximum.

6.6 Listes Electorales

La Mission du FP-SADC a appris que des copies des listes électorales mises à jour ont été rendues publiques le 18 décembre 2013, deux jours avant le vote. La Mission du FP-SADC a pris note de la décision prise par la CENI-T de ne pas publier de liste électorale pour que le public les inspecte avant la présidentielle du second tour et les élections législatives. Cette position a été prise sur base du fait que les mêmes listes électorales qui avaient été utilisées lors de l'élection présidentielle du premier tour allait être utilisées pour la présidentielle du second tour et les élections législatives, sauf pour les 143.304 électeurs supplémentaires qui ont été ajoutés avec le consentement des parties prenantes. Ces électeurs-là n'étaient pas sur les listes électorales au premier tour de l'élection présidentielle.

Les équipes du FP-SADC ont observé que des copies des listes d'électeurs étaient disponibles dans tous les bureaux de vote visités le jour du scrutin et la Mission n'a pas rencontré de plaintes importantes des parties prenantes en ce qui concerne l'état des listes d'électeurs.

6.7 Education des Electeurs

La Mission du FP-SADC a noté que la CENI-T est légalement chargée de superviser l'éducation des électeurs à Madagascar. La Mission du FP-SADC félicite la CENI-T et ses partenaires de la

société civile pour l'éducation intensive des électeurs avant les élections du 20 décembre 2013. Toutefois, en vue de l'introduction d'un nouveau système de vote et des procédures qui en découlent, il est nécessaire que davantage d'éducation soit donnée aux électeurs afin d'assurer une connaissance adéquate de la procédure de vote parmi les électeurs.

6.8 Campagne Electorale

La Mission du FP-SADC a noté que les campagnes pour le second tour de la présidentielle et pour les élections législatives ont durées 21 jours, du jeudi 28 novembre au jeudi 19 décembre 2013 conformément au calendrier électoral officiel publié par la CENI-T. Les campagnes se sont déroulées différemment, y compris par des rassemblements, des défilés, des campagnes de porte-à-porte, des publicités dans les médias de masse, des débats télévisés, ainsi que des affiches dans différents lieux accessibles au public.

La Mission du FP-SADC félicite le peuple de Madagascar pour le calme et la tolérance dont il a fait preuve durant le processus électoral. Cela a créé une atmosphère électorale propice qui a permis à la plupart des citoyens de s'exprimer librement dans la campagne et de voter sans entrave pour les candidats présidentiels et législatifs de leur choix. La Mission du FP-SADC, en outre, se félicite de l'expression publique et exemplaire de tolérance et de réconciliation dont a fait preuve la plupart des candidats pendant les campagnes, en particulier les deux candidats à la présidence pour le vote du second tour qui se sont serré la main à la télévision nationale, démontrant une nouvelle fois l'esprit de tolérance.

6.9 Financement de la Campagne

La Mission du FP-SADC a noté qu'il n'y a aucune disposition de financement public des partis politiques à Madagascar. La Mission du FP-SADC a en outre noté que la loi ne réglemente pas les dépenses de campagne et les sources de financement de la campagne, mais elle interdit l'utilisation des ressources publiques pendant les campagnes politiques.

6.10 Couverture Médiatique des Elections

La Mission du FP-SADC a noté le rôle joué par les médias dans le renforcement de la sensibilisation sur le processus électoral, y compris l'inscription des électeurs, l'éducation des électeurs et les nominations de candidats. Cela a grandement contribué à la promotion de l'intérêt public et à encourager la participation du public dans les élections. La Mission du FP-SADC a également pris note avec satisfaction des efforts déployés par la CENI-T afin d'assurer un accès équitable aux médias publics par tous les candidats qui ont contesté les élections, y compris les quelque 2054 candidats aux législatives.

En outre, la Mission du FP-SADC s'est félicitée de la collaboration entre la CENI-T, les médias et les partenaires au développement dans la promotion du maintien de l'éthique des médias lors de la couverture des élections de 2013 à Madagascar, y compris la couverture médiatique des

débats télévisés en direct. La Mission du FP-SADC, a toutefois noté les plaintes de certains candidats et d'autres parties prenantes contre des maisons de presse qui ont été incontestablement biaisés dans leur couverture des campagnes électorales.

6.11 Participation des Femmes à l'Élection Présidentielle et aux Législatives de 2013 à Madagascar

La Mission du FP-SADC a noté que, seulement deux personnes sur les 33 candidats à la présidentielle du premier tour étaient des femmes, et aucune femme n'était candidate lors de l'élection présidentielle du second tour. La Mission du FP-SADC, a en outre été informée que sur les quelque 2054 candidats aux législatives de 2013 à Madagascar, seulement environ 207 étaient des femmes, soit 10 pour cent.

Compte tenu de ce qui précède, la Mission du FP-SADC constate avec préoccupation que les résultats des élections de Madagascar seront de loin inférieurs à l'objectif régional de représentation de 50 pour cent de femmes en politique et aux postes d'ici à 2015, comme indiqué dans le Protocole de la SADC sur le Genre et le développement.

6.12 Mécanismes de Résolution des Conflits

La Mission du FP-SADC a noté que la loi responsabilise la CENI-T de régler les différends liés aux élections entre les parties prenantes. Les parties lésées sont libres de faire appel à la Cour Electorale Spéciale (CES) dans le cas où elles ne sont pas satisfaites de la décision de la Commission.

La Mission du FP-SADC a également noté l'existence des Commissions de résolution des conflits au niveau des districts, qui sont chargées de la médiation et du règlement des conflits politiques à ce niveau avant de transmettre ces cas au niveau provincial et national de la CENI-T.

En outre, la Mission du FP-SADC reconnaît le rôle joué par le Conseil de Réconciliation Malgache dans la promotion de la paix et de la réconciliation qui a contribué à promouvoir une culture de dialogue et de tolérance pendant la période électorale entre les citoyens malgaches.

6.13 Mécanismes d'Appel en Place

La Mission du FP-SADC a noté l'existence de la Cour Electorale Spéciale au sein de la Cour de Madagascar qui est la plus haute autorité électorale dans la République et qui a le dernier mot sur toutes les questions électorales, notamment la proclamation des résultats définitifs des élections et la résolution des litiges électoraux.

Conformément à la loi, lors d'un contentieux électoral, les parties lésées sont libres de porter plainte auprès de la Cour Electorale Spéciale sur toute question liée aux élections dans les 20

jours à compter de la date de l'élection. La loi, cependant, est muette sur le délai que le Tribunal doit avoir pour résoudre les pétitions électorales.

6.14 Jour de l'Election, de Vote et de Comptage

La Mission du FP-SADC a constaté que la plupart des bureaux de vote ont ouverts et fermés aux heures prévues par la loi c.-à-d., 06heures et 17heures, respectivement. Les équipes de la Mission du FP-SADC ont constaté que les électeurs qui étaient encore dans la file d'attente après 17heures ont été autorisés à voter en conformité avec la loi.

Le matériel, y compris les bulletins de vote, les copies de la liste électorale et l'encre indélébile étaient disponibles en quantités suffisantes et ceci a permis aux votes de se dérouler en douceur. La Mission du FP-SADC a également noté la présence d'observateurs locaux et internationaux et de la police dans certains bureaux de vote. Le processus de vote s'est produit dans un environnement globalement pacifique à travers le pays.

La Mission du FP-SADC a également noté avec satisfaction que tous les 153 bureaux de vote visités par les équipes de la Mission du FP-SADC à travers les sept régions du pays ont été correctement établis et que les agents des bureaux de vote étaient incontestablement familiarisés avec les procédures de vote.

A la clôture du vote, les urnes ont été scellées de manière transparente et le dépouillement s'ensuivit immédiatement aux bureaux de vote respectifs conformément à la loi. La Mission du FP-SADC a constaté que le comptage des bulletins de vote a été mené de manière pacifique et transparente et dans la plupart des cas en présence d'observateurs et des agents partis / candidats.

La Mission du FP-SADC a également observé que la plupart des bureaux de vote visités par les équipes de la Mission du FP-SADC dans les régions étaient aux endroits facilement accessibles au public, y compris aux personnes vivant avec handicap.

La Mission du FP-SADC a également noté que, selon la loi malgache et le calendrier électoral officiel annoncé par la CENIT-T, la Commission a jusqu'au 7 janvier 2014 pour annoncer les résultats provisoires de l'élection présidentielle et jusqu'au 9 février 2014, pour annoncer les résultats provisoires des élections législatives. Ces deux résultats devraient être validés par la Cour Electorale Spéciale dans les 30 jours qui suivent l'annonce de la CENI-T, pour devenir définitifs.

7. BONNES PRATIQUES DES ELECTIONS DE 2013 A MADAGASCAR

La Mission du FP-SADC a observé les bonnes pratiques suivantes aux élections de 2013 à Madagascar:

- a) Le niveau élevé de tolérance qui a contribué à des campagnes pacifiques et ordonnées et à l'atmosphère amiable lors du scrutin;
- b) Le mécanisme inclusif pour la nomination des cadres de la CENI-T a contribué à renforcer la crédibilité de l'organisme;
- c) L'enregistrement de porte-à-porte des électeurs pour s'assurer que le plus grand nombre de citoyens ait l'occasion d'exercer son droit démocratique de voter;
- d) L'engagement des médias pour promouvoir la couverture éthique des questions électorales;
- e) La fourniture et la distribution du matériel électoral dans le temps;
- f) La traduction de la plupart des matériels électoraux dans la langue malgache locale pour assurer une communication plus efficace avec la majorité des citoyens ordinaires;
- g) L'utilisation d'urnes transparentes;
- h) L'utilisation de l'encre indélébile qui renforce la crédibilité du vote;
- i) La rapidité de s'occuper des personnes vivant avec handicap, les personnes âgées et les femmes enceintes pendant le vote afin de s'assurer qu'elles exercent leur droit de vote;
- j) Le nombre suffisant de bureaux de vote prévus par la CENI-T qui étaient facilement accessibles aux électeurs du point de vue distance et emplacement;
- k) Le professionnalisme et le sens du devoir démontré par le personnel électoral qui a travaillé sous pression pendant de longues heures avant et après le jour du scrutin;
- l) La publication du jour du scrutin, le 20 décembre 2013, comme un jour férié pour permettre à la grande partie des Malgaches d'exercer leur droit démocratique de voter;
- m) La préparation logistique générale de la CENI-T et sa promptitude d'impliquer les parties prenantes avant, pendant et après les élections de 2013 à Madagascar;
- n) La mise en place de la Cour Electorale Spéciale pour améliorer la vitesse de la résolution des différends électoraux;
- o) Les invitations faites à divers observateurs locaux et étrangers par la CENI-T contribuent à la transparence des élections, et
- p) Le dépouillement des votes au bureau de vote respectifs, en présence de représentants des partis, des candidats et des observateurs en ligne avec une bonne et transparente pratique électorale.

8. POINTS A AMELIORER

- a) La nécessité de prendre des dispositions pour l'inscription des électeurs et la mise à jour continue des listes d'électeurs;
- b) La nécessité de remettre aux électeurs leurs cartes aussitôt qu'ils sont inscrits,
- c) La nécessité d'élaborer des dispositions juridiques et administratives solides pour assurer la parité des genres aux postes politiques et de prise de décision en conformité avec le Protocole de la SADC sur le Genre et le Développement;
- d) La nécessité de responsabiliser juridiquement la Commission Electorale Nationale Indépendante d'annoncer les résultats définitifs des élections de sorte que la Cour Electorale Spéciale se concentre sur les appels et pétitions, afin d'accélérer l'annonce

des résultats définitifs de l'élection et afin d'éviter les angoisses et les doutes qui peuvent mener à des conflits;

- e) La nécessité d'adopter une loi régissant l'accès au financement des partis politiques et des candidats en vue de promouvoir la transparence et la responsabilité dans la mobilisation et l'utilisation des fonds de campagne politique par les partis et les candidats;
- f) La nécessité de promouvoir une culture des partis politiques et des structures ainsi que des politiciens responsables qui soient des concepteurs de leur Projet de Société et du message à l'électorat;
- g) La nécessité d'une Assemblée Nationale enracinée dans les partis politiques pour faciliter les rôles de représentation et de contrôle législatif d'une telle l'assemblée;

9. EVALUATION GLOBALE DE LA MISSION AUX ELECTIONS DE 2013 A MADAGASCAR

Sur la base de ses conclusions générales, la Mission du FP-SADC est d'avis qu'il a existé un environnement propice et paisible dans lequel les élections se sont déroulées. Malgré les insuffisances constatées et mentionnées dans la présente Déclaration, les peuples de Madagascar se sont vus accordés la possibilité d'exprimer librement leur volonté en votant pour les partis politiques et les candidats de leur choix.

La Mission d'observation électorale du Forum parlementaire de la SADC au second tour de l'élection présidentielle et des législatives du 20 décembre 2013 à Madagascar est donc d'avis que le second de l'élection présidentielle et des élections législatives est, dans l'ensemble, le reflet crédible de la volonté de la majorité des citoyens qui ont voté lors des élections.

De ce fait, la Mission du FP-SADC déclare le second tour de l'élection présidentielle et des élections législatives comme ayant été libres, justes et crédibles.

En conclusion, la Mission d'observation électorale du Forum parlementaire de la SADC au second tour de l'élection présidentielle et des législatives du 20 décembre 2013 à Madagascar félicite les candidats, les électeurs et toutes les parties prenantes aux élections dans la République de Madagascar pour la tolérance dont ils ont fait montre avant, pendant et après les élections du 20 décembre 2013.

-FIN-